

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

**ACCORD DU 3 DÉCEMBRE 2010**  
**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS**  
**(LIMOUSIN)**

NOR : ASET1150238M  
IDCC : 1702

Entre :  
La FRTTP Limousin,  
D'une part, et  
La CFTC ;  
La CFDT ;  
La CGT-FO ;  
La CFE-CGC,

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du titre VIII, chapitre VIII-1 de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des « petits déplacements » est fixée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour les entreprises de travaux publics de la région Limousin, à :

Indemnité de repas : 11,20 €.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

(En euros.)

INDEMNITÉ	SOUS-ZONE 1A (0 à 5 km)	SOUS-ZONE 1B (5 à 10 km)	ZONE 2 (10 à 20 km)	ZONE 3 (20 à 30 km)	ZONE 4 (30 à 40 km)	ZONE 5 (40 à 50 km)
Trajet	0,68	1,50	4,56	7,65	10,65	13,70
Transport	1,38	1,67	2,96	4,30	5,52	6,70

N.B. La zone 6 des indemnités de transport et de trajet est fixée pour 2011 par décision unilatérale jointe au présent accord.

**Article 2**

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à

l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Limoges.

### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail.

### **Article 4**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Limoges, le 3 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)